

## 8 Port-Gentil

## Violences post-électorales/D'importants dégâts Plusieurs édifices publics et privés incendiés



Ce qui reste de l'Espace Convergence.



La mairie du 3e arrondissement, dont le bureau du maire a été incendié (étage).



Le refuge de transition des sinistrés a subi l'ire des manifestants.



Seule la partie réservée à la pratique du sport de l'Espace Convergence est restée intacte.



Ce qui reste des deux véhicules calcinés.

J-P.A.

Port-Gentil/Gabon

LA mairie du 3e arrondissement, le refuge de transition des sinistrés et l'espace Convergence ont subi la loi des mécontents des résultats provisoires de la Présidentielle du 27 août 2016 annoncés, le 31 août, par le ministre de l'Intérieur. Ces biens publics et privés ont été incendiés par des manifestants en colère. Question : qui payera la

note ?

Le bureau du maire du 3e arrondissement de la commune de Port-Gentil, Michaël Mboumba, a connu le même sort. « Le bureau du maire, l'ordinateur et toute la papeterie sont partis en fumée. Très dur de se remettre après un acte pareil, inexplicable et incompréhensible », s'est lamenté un conseiller municipal, très remonté par la tournure des événements du 31 août au cours de laquelle la ville de Port-Gentil a été mise sans dessus, dessous.

« Je ne sais pas quelle explication donner pour justifier l'incendie volontaire d'une mairie (...) Je ne vois pas le lien entre la mairie et l'élection présidentielle », s'est indigné un passant.

Un autre usager a tenté d'expliquer les raisons pour lesquelles la mairie du 3e arrondissement figurait dans le viseur des émeutiers : « Ne cherchez pas loin, c'est ni plus ni moins un règlement de compte. Pendant les violences, pourquoi c'est la seule mairie qui a subi l'ire des manifestants ? »

En dehors du bureau du maire qui avait été incendié, on note aussi deux véhicules de service neufs calcinés dans le parking.

Le refuge de transition des sinistrés de la commune de Port-Gentil n'a pas été, non plus, épargné. Cette magnifique maison construite par un illustre fils de la province, Michel Essonghe (par ailleurs conseiller politique du chef de l'Etat) pour accueillir, à titre transitoire, tout sinistré de la ville de Port-Gentil, a été réduite en

cenres et avec elle, tout son confort insolent.

Scénario identique pour l'Espace Convergence, un cadre aménagé sur la nouvelle route du quartier Sindara, par le député Richard Royembo, et comprenant une pizzeria, un restaurant, un snack-bar, des installations sportives pour le basket-ball et le handball, un espace réservé aux jeux pour enfants. Dans cette enceinte, seules les installations sportives n'ont pas été touchées. « Ce n'est pas de la politique, c'est plu-

tôt autre chose contre le député

Richard Royembo. Nous étions déjà habitués avec cet endroit, où on pouvait assister au match de handball ou de basket-ball, en dégustant un sandwich, ou en sirotant une bonne Beaufort », confie, amer, Sosthène, un habitant du coin. Une autre habitante de la localité, Philomène, ajoute : « Mon fils Thierry est mal à l'aise depuis que je lui défends de ne plus fréquenter l'Espace Convergence, par mesure de sécurité... ».

## Les cybercafés font grise mine

Fidèle AFANOU EDEMBE

Port-Gentil/Gabon

LA situation des cybercafés n'était déjà pas rose en temps normal à Port-Gentil. En effet, la prolifération des tablettes et autres téléphones dits "intelligents" avait déjà beaucoup plombé leurs activités. A telle enseigne que de nombreux cybercafés avaient fini par mettre la clé sous le paillasson. Les plus résistants avaient diversifié les offres de service en se spécialisant dans les réabonnements des services Canal Sat ou la redistribution des unités de

compteurs Edan. Services qui sont désormais, eux-aussi, accessibles à partir des portables.

Avec la crise post-électorale, les choses vont, pour ainsi dire, de mal en pis. En effet, bien avant la Présidentielle du 27 août 2016, de nombreux tenanciers de cybercafés, prévoyants, avaient pris soin de débrancher leurs matériels pour les mettre en lieux sûrs, arrêtant ipso facto une activité qu'ils n'osent pas reprendre tant que le contentieux électoral n'est pas vidé. Et l'attente commence à être longue. Les professionnels qui avaient sécurisé leurs établissements et dont



Ce cybercafé est en attente de reprise d'activités.

les machines ont été épargnées lors des violences post-électorales, n'en mènent pas large non plus et pour cause ! Les réseaux sociaux, qui attirent le plus de clients, étant bloqués, la fréquentation des cybercafés qui ont déjà ouvert leurs portes est quasi nulle.

Seuls les services annexes (bureautique, photocopie ou encore Airtel Money) permettent d'occuper les employés des cybercafés. Dans un cas comme dans l'autre, il est à craindre que les tenanciers aient du mal à équilibrer leurs charges des mois d'août et septembre.